

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 août 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "autorisant l'accès de l'inspection générale de la gendarmerie au registre national des personnes physiques", a donné le 28 août 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vankantiekamer, op 23 augustus 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij aan de algemene inspectie van de rijkswacht toegang wordt verleend tot het rijksregister van de natuurlijke personen", heeft op 28 augustus 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"... Dit spoedeisend karakter vloeit voort uit de noodzaak om (voornoemd ontwerp) zo snel mogelijk in werking te laten treden gelet op het feit dat het politie-informatiesysteem (POLIS) op nationaal vlak reeds in werking is getreden en sedert eind 1995 eveneens door de algemene inspectie wordt gebruikt.

Het kan slechts optimaal functioneren dankzij de mogelijkheden en garanties inzake de bescherming van persoonlijke levenssfeer, opgenomen in (het ontwerp). De algemene inspectie is eveneens sinds begin dit jaar aangesloten op de algemene databank van het rijkswacht-personeel. Dit volgt uit de uitgebreide onderzoeks-opdrachten die door mij werden opgelegd en die slechts op deze wijze optimaal en met de nodige garanties kunnen worden uitgevoerd.

..."

*

*

*

OBSERVATION GENERALE.

L'arrêté en projet, qui trouve son fondement légal dans l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, tend, comme en témoigne son intitulé et comme le précise le rapport au Roi

.../...

qui le précède, à autoriser l'inspection générale de la gendarmerie à accéder à un nombre déterminé d'informations mentionnées au registre national des personnes physiques (1).

Il revêt, pour des raisons formulées dans le rapport au Roi qui l'accompagne, non pas la forme d'un arrêté modificatif de l'arrêté royal du 10 avril 1995 autorisant l'accès de la gendarmerie au registre national des personnes physiques mais celle d'un texte autonome.

La lecture comparée de l'arrêté en projet et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 susmentionné fait toutefois apparaître entre ces textes une identité de contenu presque totale. Ainsi, l'arrêté en projet reproduit-il, quasi intégralement, bon nombre des dispositions de l'arrêté royal du 10 avril 1995 autorisant l'accès de la gendarmerie au registre national des personnes physiques. Tout au plus apporte-t-il aux dispositions ainsi reproduites des adaptations très limitées destinées à prendre en compte les spécificités et les exigences propres inhérentes à la matière qu'il entend régler.

Dans son avis L. 24.256/9 rendu le 20 mars 1995 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 avril 1995 autorisant l'accès de la gendarmerie au registre national des personnes physiques, la section de législation du Conseil d'Etat a,

(1) Est, en l'occurrence, visé l'accès aux données énumérées à l'article 3, alinéa 1er, 1^o à 9^o de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ainsi que l'accès aux modifications de ces données, visées à l'article 3, alinéa 2, de cette même loi.

entre autres remarques, mis en exergue l'absence de conformité du texte qui lui était soumis avec l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Cette critique, formulée à l'égard d'une disposition similaire à l'alinéa 1er de l'article 1er du présent projet, peut ici être reproduite (1).

L'arrêté en projet appelle, au surplus, d'autres observations relatives aux dispositions qui ont pour objet particulier de prendre en compte les spécificités et les exigences propres inhérentes à la matière qu'il entend régler (2).

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Alinéa 1er.

La référence à l'ensemble d'un texte se fait toujours en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ce texte a subies, et cela uniquement par l'indication de la nature et de la date des textes

(1) Il est renvoyé, à cet égard, à la première observation formulée sous l'article 1er du projet.

(2) Il est renvoyé, sur ce point, à la deuxième et à la troisième observation formulées sous l'article 1er du projet.

modificatifs. Si l'on ne se réfère qu'à certains articles ou subdivisions d'article, il y a lieu de n'indiquer que les modifications que ces articles ou subdivisions d'article ont subies.

Il y a donc lieu de rédiger le premier visa comme suit :

"..., notamment l'article 5, alinéa 1er, modifié par la loi du 30 mars 1955;".

Alinéa 4.

Cet alinéa doit être omis, l'arrêté royal du 4 novembre 1987 relatif à l'inspection générale de la gendarmerie ne constituant pas le fondement légal de l'arrêté en projet et n'étant pas modifié par lui.

Dispositif.

Article 1er.

1. Aux termes de l'alinéa 1er de cet article, l'inspection générale de la gendarmerie sera autorisée à accéder non seulement aux données visées à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques mais également aux modifications visées à l'article 3, alinéa 2, de cette loi dont ces données auraient fait l'objet.

.../...

Dans son avis L. 24.256/9 rendu le 20 mars 1995 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 avril 1995 autorisant l'accès de la gendarmerie au registre national des personnes physiques, la section de législation du Conseil d'Etat a fait observer à propos d'une disposition similaire que :

"L'extension dans le temps de l'accès à l'historique doit être expressément limitée aux nécessités découlant de l'accomplissement des missions visées dans l'arrêté royal (par exemple en fonction des délais de prescription). C'est en complétant le dispositif du projet en ce sens que celui-ci sera rendu conforme à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, qui prohibe le traitement de données inadéquates, dénuées de pertinence ou excessives (1).

Le rapport au Roi devrait en outre justifier, pour chacune des missions considérées, les choix retenus, en particulier en ce qui concerne l'historique de l'état-civil, de la composition du ménage, de la profession ou de la résidence principale. En effet, l'accès à un historique complet ne peut devenir la règle et doit demeurer l'exception (2)".

L'alinéa 1er s'expose, pour les mêmes raisons, à la même critique. Sa rédaction et celle de l'extrait du

(1) En ce sens, voyez l'avis de la section de législation L. 22.290/2, du 19 mai 1993 (Moniteur belge 30 décembre 1993).

(2) Le Conseil d'Etat a déjà observé à plusieurs reprises qu'il convient d'adapter les arrêtés royaux réglant l'accès au registre national, antérieurs à l'entrée en vigueur de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992, dans le même sens, afin que soient harmonisées les restrictions à l'accès au registre.

rapport au Roi qui s'y rapporte doivent être revues en conséquence.

2. L'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel définit les limites étroites dans lesquelles il peut être fait usage de ces données. Il précise notamment que "les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées et légitimes et ne peuvent être utilisées de manière incompatible avec ces finalités".

De la lecture combinée de l'alinéa 1er de l'article 5 et du commentaire qui lui est réservé par le rapport au Roi, il ressort que l'inspecteur général de la gendarmerie pourra accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, 1^o à 9^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et aux modifications de ces informations visées à l'article 3, alinéa 2, de ladite loi en vue d'accomplir notamment des missions d'inspection, d'information et de contrôle ainsi qu'en vue de satisfaire aux demandes d'étude, d'enquête et d'avis émanant des Ministres de l'Intérieur et de la Justice, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 4 novembre 1987 relatif à l'inspection générale de la gendarmerie.

Dans le bref délai lui imparti, la section de législation du Conseil d'Etat n'est pas en mesure, sur la

.../...

base des seuls éléments d'information qui lui ont été fournis par l'officier délégué, de vérifier que, pour l'accomplissement de cette catégorie précise de missions et de tâches, l'utilisation des données auxquelles l'accès est autorisé par l'arrêté en projet est, en tous les cas, effectivement bien compatible avec la finalité poursuivie.

Il semble toutefois résulter de la lecture de l'avis rendu le 22 juillet 1996 par la Commission de la protection de la vie privée sur un projet d'arrêté royal autorisant l'inspection générale de la gendarmerie à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques qu'une réponse négative s'impose (1).

Il appartient aux auteurs du projet d'apprécier le bien-fondé des remarques formulées à cet égard par la commission de la protection de la vie privée et d'adapter, le cas échéant, en conséquence, la rédaction du texte en projet.

3. De la lecture combinée des deux alinéas que comporte l'article en projet, il ressort qu'en vue de l'accomplissement des tâches particulières de gestion et d'administration du personnel de l'inspection générale de la

(1) Avis n° 21/96 du 22 juillet 1996 de la commission de la protection de la vie privée. Cet avis est joint au projet d'arrêté royal autorisant l'inspection générale de la gendarmerie à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques, sur le texte duquel la section de législation a rendu, ce même jour, l'avis L. 25.507/2/V.

gendarmerie, les membres du personnel de ce service autres que l'inspecteur général de la gendarmerie pourront, pour autant qu'ils aient la qualité de membres du corps opérationnel de la gendarmerie, pareillement accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, 1^o à 9^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et aux modifications de ces informations, visées à l'article 3, alinéa 2, de la même loi.

La section de législation n'aperçoit pas les raisons objectives et impérieuses qui justifient la reconnaissance du droit d'accès à ces informations et à leurs modifications à un nombre aussi étendu de personnes. Une telle extension du droit d'accès à ces informations et modifications est d'autant moins compréhensible et admissible qu'aux termes de l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 10 avril 1995 autorisant l'accès de la gendarmerie au registre national des personnes physiques, pour l'accomplissement des mêmes tâches, seuls les membres du personnel de la gendarmerie qui appartiennent aux administrations, services ou unités chargés de la gestion et de l'administration du personnel et qui ont été au préalable désignés à cet effet par le Ministre de l'Intérieur peuvent avoir accès à ces mêmes informations et modifications.

La rédaction de l'alinéa 2 de l'article en projet doit, comme en a convenu l'officier délégué, être revue de manière à réserver, pour l'accomplissement des tâches particulières de gestion et d'administration du personnel de l'inspection générale de la gendarmerie, le droit d'accès aux informations et modifications précitées à un nombre

.../...

strictement limité de personnes. Les auteurs du projet s'inspireront utilement, à cet effet, du modèle de la rédaction de l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 10 avril 1995 précité.

Article 5.

La section de législation n'aperçoit pas les raisons qui justifient de déroger aux règles qui sont habituellement d'application en matière d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... Dit spoedeisend karakter vloeit voort uit de noodzaak om (voornoemd ontwerp) zo snel mogelijk in werking te laten treden gelet op het feit dat het politie-informatiesysteem (POLIS) op nationaal vlak reeds in werking is getreden en sedert eind 1995 eveneens door de algemene inspectie wordt gebruikt.

Het kan slechts optimaal functioneren dankzij de mogelijkheden en garanties inzake de bescherming van persoonlijke levenssfeer, opgenomen in (het ontwerp). De algemene inspectie is eveneens sinds begin dit jaar aangesloten op de algemene databank van het rijkswacht-personeel. Dit volgt uit de uitgebreide onderzoeks-opdrachten die door mij werden opgelegd en die slechts op deze wijze optimaal en met de nodige garanties kunnen worden uitgevoerd.

...".

*

*

*

ALGEMENE OPMERKING.

Zoals blijkt uit het opschrift van het ontworpen besluit, dat zijn rechtsgrond ontleent aan artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister

.../...

van de natuurlijke personen, en zoals wordt vermeld in het verslag aan de Koning dat eraan voorafgaat, strekt dit besluit ertoe de algemene inspectie van de rijkswacht toegang te verlenen tot een bepaald aantal informatiegegevens die zijn opgenomen in het Rijksregister van de natuurlijke personen (1).

Om redenen die worden opgegeven in het bijgaande verslag aan de Koning, neemt het niet de vorm aan van een besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1995 waarbij aan de rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, maar die van een autonome tekst.

Als men de tekst van het ontworpen besluit en die van het bovenvermelde koninklijk besluit van 10 april 1995 vergelijkt, blijkt evenwel dat deze teksten inhoudelijk bijna volledig identiek zijn. Zo neemt het ontworpen besluit een aanzienlijk aantal bepalingen van het koninklijk besluit van 10 april 1995 waarbij aan de rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen nagenoeg volledig over. Het brengt in de aldus overgenomen bepalingen hoogstens zeer beperkte wijzigingen aan om rekening te houden met de specifieke aard en de eigen vereisten van de aangelegenheid die het beoogt te regelen.

(1) In dit geval wordt bedoeld de toegang tot de gegevens opgenoemd in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen alsmede de toegang tot de wijziging van die gegevens, bedoeld in artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies L. 24.256/9 van 20 maart 1995 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 10 april 1995 is geworden waarbij aan de rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, naast andere opmerkingen, erop gewezen dat de haar voorgelegde tekst niet in overeenstemming was met artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Deze kritiek, die is geuit ten aanzien van een soortgelijke bepaling als die van het eerste lid van artikel 1 van het onderhavige ontwerp, kan hier worden overgenomen (1).

Bij het ontworpen besluit behoren bovendien andere opmerkingen te worden gemaakt betreffende de bepalingen die tot bijzonder doel hebben de specifieke aard en de eigen vereisten van de aangelegenheid die het beoogt te regelen in aanmerking te nemen (2).

(1) Daaromtrent wordt verwezen naar de eerste opmerking gemaakt onder artikel 1 van het ontwerp.

(2) Op dat punt wordt verwezen naar de tweede en derde opmerking gemaakt onder artikel 1 van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Aanhef.Eerste lid.

Naar een tekst in zijn geheel moet steeds worden verwezen met vermelding van alle uitdrukkelijke en nog vigerende wijzigingen die de tekst heeft ondergaan; daarbij worden alleen de aard en de data van de wijzigingsteksten vermeld. Als men alleen verwijst naar bepaalde artikelen of onderverdelingen van een artikel, worden alleen de wijzigingen vermeld die deze artikelen of onderverdelingen van een artikel hebben ondergaan.

De eerste verwijzing moet dus als volgt worden geredigeerd :

"..., inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1955;".

Vierde lid.

Dit lid moet vervallen, daar het koninklijk besluit van 4 november 1987 betreffende de algemene inspectie van de rijkswacht niet de rechtsgrond vormt van het ontworpen besluit en er niet door gewijzigd wordt.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Naar luid van het eerste lid van dit artikel zal de algemene inspectie van de rijkswacht niet alleen toegang krijgen tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, doch eveneens tot de in die gegevens aangebrachte wijzigingen bedoeld in artikel 3, tweede lid, van die wet.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies L. 24.256/9, dat op 20 maart 1995 verstrekt is over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 10 april 1995 waarbij aan de rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, in verband met een soortgelijke bepaling opgemerkt :

"Wat de toegang tot de opeenvolgende bijwerkingen betreft, behoort te worden bepaald dat niet verder in de tijd mag worden teruggegaan dan vereist is voor het uitvoeren van de taken opgesomd in het koninklijk besluit (bijvoorbeeld op basis van de verjaringstermijnen). Door het dispositief van het ontwerp aldus aan te vullen, zal het in overeenstemming komen met artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte

.../...

van de verwerking van persoonsgegevens, dat de verwerking van ontoereikende, niet ter zake dienende of overmatige gegevens verbiedt (1).

In het verslag aan de Koning zouden bovendien de gemaakte keuzen moeten worden verantwoord voor elk van de beschouwde taken, inzonderheid voor alle bijwerkingen van de burgerlijke staat, de samenstelling van het gezin, het beroep of de hoofdverblijfplaats. De toegang tot alle bijwerkingen mag immers niet de regel worden en behoort de uitzondering te blijven (2)".

Om dezelfde redenen behoort omtrent het eerste lid dezelfde opmerking te worden gemaakt. De redactie ervan moet, net als die van de passage in het verslag aan de Koning die er betrekking op heeft, dienovereenkomstig worden herzien.

2. Artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens stelt de nauwe grenzen vast waarbinnen die gegevens kunnen worden gebruikt. Dit artikel bepaalt onder meer dat "persoonsgegevens (...) slechts (mogen) worden verwerkt voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden en (...) niet (mogen) worden gebruikt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden".

(1) Zie in die zin het advies van de afdeling wetgeving L. 22.290/2, van 19 mei 1993 (Belgisch Staatsblad van 30 december 1993).

(2) De Raad van State heeft reeds herhaaldelijk opgemerkt dat de koninklijke besluiten tot regeling van de toegang tot het Rijksregister die van oudere datum zijn dan de inwerkingtreding van artikel 5 van de wet van 8 december 1992 in die zin behoren te worden aangepast, opdat de beperkingen van de toegang tot het register geharmoniseerd worden.

Uit de gezamenlijke lezing van het eerste lid van artikel 5 en van de commentaar die eraan wordt gewijd in het verslag aan de Koning, blijkt dat de inspecteur-generaal van de rijkswacht toegang zal krijgen tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede tot de in die informatiegegevens aangebrachte wijzigingen bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de genoemde wet, teneinde inzonderheid inspectie-, informatie- en controleopdrachten te vervullen en teneinde te voldoen aan studie-, onderzoeks- en adviesaanvragen uitgaande van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie, overeenkomstig de verplichtingen die hem worden opgelegd krachtens de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit van 4 november 1987 betreffende de algemene inspectie van de rijkswacht.

De afdeling wetgeving van de Raad van State kan, binnen de korte tijd die haar is toegemeten, op basis van de enkele informatiegegevens die haar door de gemachtigde officier zijn verstrekt, niet nagaan of het gebruik van de gegevens waartoe het ontworpen besluit toegang verleent, voor het vervullen van die specifieke reeks opdrachten en taken in ieder geval wel degelijk verenigbaar is met het beoogde doel.

Uit de lezing van het advies dat de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 22 juli 1996 verstrekt heeft over een ontwerp van koninklijk besluit waarbij de algemene inspectie van de rijkswacht gemachtigd wordt om het identificatienummer van het Rijksregister van

.../...

de natuurlijke personen te gebruiken, zou evenwel blijken dat zulks niet het geval is (1).

Het staat aan de stellers van het ontwerp om de gegrondheid te beoordelen van de opmerkingen die de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ter zake heeft gemaakt en om in voorkomend geval de redactie van de ontworpen tekst dienovereenkomstig aan te passen.

3. Uit de gezamenlijke lezing van de twee leden waaruit het ontworpen artikel bestaat, blijkt dat met het oog op het vervullen van de bijzondere taken van beheer en administratie van het personeel van de algemene inspectie van de rijkswacht, de personeelsleden van die dienst, andere dan de inspecteur-generaal van de rijkswacht, voor zover zij de hoedanigheid bezitten van lid van het operationeel korps van de rijkswacht eveneens toegang krijgen tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, alsook tot de in die informatiegegevens aangebrachte wijzigingen bedoeld in artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet.

(1) Advies nr. 21/96 dd. 22 juli 1996 van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Dit advies is gevoegd bij het ontwerp van koninklijk besluit waarbij de algemene inspectie van de rijkswacht gemachtigd wordt om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, een tekst waarover de afdeling wetgeving heden advies L. 25.507/2/V heeft verstrekt.

De afdeling wetgeving ziet niet in om welke objectieve en dwingende redenen aan een zo groot aantal personen toegang behoeft te worden verleend tot die informatiegegevens en tot de wijzigingen erin. Zulk een uitbreiding van het recht op toegang tot die informatiegegevens en wijzigingen is des te minder begrijpelijk en aanvaardbaar daar naar luid van artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 10 april 1995 waarbij aan de rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, voor het vervullen van dezelfde taken alleen de personeelsleden van de rijkswacht die behoren tot de administraties, diensten of eenheden belast met het beheer en de administratie van het personeel en die daartoe vooraf door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn aangewezen, toegang hebben tot diezelfde informatiegegevens en wijzigingen.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de redactie van het tweede lid van het ontworpen artikel moet worden herzien, waarbij voor het vervullen van de bijzondere taken van beheer en administratie van het personeel van de algemene inspectie van de rijkswacht slechts aan een zeer beperkt aantal personen toegang wordt verleend tot de voornoemde informatiegegevens en wijzigingen. Daartoe kunnen de stellers van het ontwerp zich op dienstige wijze laten leiden door het model van de redactie van artikel 1, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 10 april 1995.

.../...

Artikel 5.

De afdeling wetgeving ziet niet in waarom behoeft te worden afgeweken van de regels die gewoonlijk worden toegepast inzake de inwerkingtreding van verordenings-teksten.

La chambre était composée de

Messieurs J.-C. GEUS,
de Heren

C. WETTINCK,
P. HANSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, président de chambre.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, kamervoorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

J.-C. GEUS.

.../...